



## **DÉCISION**

### **Portant acceptation d'une indemnité de sinistre CATNAT 2018**

Le Maire de Sainte-Maxime,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-18 à L. 2122-20, L. 2122-22 et L. 2122-23,

**VU** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 modifiée par Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid19 ;

**VU** la délibération n° 17132 en date du 28 septembre 2017 portant délégation permanente au Maire,

**VU** le courrier de la MAIF reçu par la commune le 7 mai 2020, proposant le versement d'une indemnité à hauteur de 3 371,20 €, dans le cadre des inondations 2018 ayant endommagé le portail du Carré Léon Gaumont correspondant au remplacement de la motorisation,

**CONSIDÉRANT** que dans les communes pour lesquelles le conseil municipal a été élu au complet, les conseillers municipaux en exercice avant le premier tour conservent leur mandat jusqu'à l'entrée en fonction des conseillers municipaux élus au premier tour,

**CONSIDÉRANT** également que les délégations attribuées aux élus dont le mandat est prolongé restent effectives pendant toute cette durée,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'accepter cette indemnisation,

### **DÉCIDE**

Article 1 : D'accepter l'indemnisation immédiate de la MAIF à hauteur de 3 371,20 €,

Article 2 : De dire que cette somme sera imputée sur les recettes de la commune,

Article 3 : Le Directeur général des Services et le (la) trésorier (ière) sont chargés, chacun en ce qui le/la concerne, de l'exécution de la présente décision,

Article 4 : les conseillers municipaux élus au dernier suffrage, ainsi que les conseillers municipaux en exercice avant le premier tour et qui ont conservé leur mandat seront informés sans délai de la présente décision par tout moyen.

Article 5 : La présente décision est soumise aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations du conseil municipal et sera inscrite au registre des délibérations.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

083-218301158-20200514-200058H1-AR

Cet acte est assuré sous la seule forme électronique.

Acte exécutoire  
Transmis au représentant de l'Etat le 18/05/2020

Reçu par le représentant de l'Etat le 18/05/2020

N° 200058

**Certifié exécutoire par le Maire compte tenu des modalités suivantes :**

Affichage et/ou notification :

Retour Préfecture :

Publication sur le site internet de la ville de Sainte Maxime :

A Sainte-Maxime,

Signé : le jeudi 14 mai 2020 MORISSE Vincent  
Maire



Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

083-218301158-20200514-200058-1-AR

Acte exécutoire

Transmis au représentant de l'Etat le 18/05/2020

Reçu par le représentant de l'Etat le 18/05/2020

La présente décision est susceptible d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la dernière des formalités effectuées en vue de lui conférer caractère exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site [www.telercours.fr](http://www.telercours.fr)